Madame, Monsieur,

Nous avons, depuis l'année dernière, attiré votre attention sur les profonds bouleversements du fonctionnement de nos écoles, liés aux nombreuses décisions ministérielles et aux choix budgétaires du gouvernement.

- **Réduction des moyens alloués à l'Education Nationale :**

Le budget 2010 prévoit à la rentrée prochaine la suppression de 16 000 postes d'enseignants qui s'ajoutent aux 13 500 suppressions de 2009, aux 11 200 de 2008.

Alors que 5 700 élèves supplémentaires sont attendus dans les écoles, le ministère poursuit dans sa logique de suppression de postes d'enseignants. Et ce, alors même que les effectifs par classe en France sont déjà largement supérieurs à ceux de la majorité des pays européens.

Moins d'enseignants, moins d'heures de classe chaque semaine, moins de personnels spécialisés, c'est moins de chances de réussite pour les élèves.

- **Réduction des moyens alloués à l'AEFE :**

Depuis plusieurs années, des charges nouvelles incombent à l'AEFE : entretien des bâtiments, paiement de la part patronale des pensions civiles des personnels détachés, augmentation du nombre d'élèves, sans que l'Etat n'augmente significativement sa participation.

L'AEFE reporte donc ces nouvelles charges sur les établissements (taxe de 6%, suppressions de postes d'expatriés ...). Les établissements procèdent à leur tour à d'importantes hausses des frais de scolarité et cherchent à réduire leurs frais de fonctionnement en augmentant les effectifs par classe, en employant des personnels non titulaires et souvent non formés en contrat local, en réduisant les moyens « supplémentaires » pourtant nécessaires au bon fonctionnement de l'école (maîtres spécialisés ou remplaçants).

Les établissements les plus fragiles sont mêmes contraints de renoncer à leur conventionnement.

Les familles paient de plus en plus cher sans avoir la garantie que la qualité de l'enseignement pourra être maintenue.

Les personnels voient leurs conditions d'emploi, de travail et de rémunération se dégrader.

- **Renoncement au projet de « l'école de la réussite de tous » :**

L'ensemble de ces réformes est guidé par une recherche d'économie, mais elles obéissent également à un projet pour l'école contraire à l'idée que nous nous faisons de notre métier.

Ces mesures constituent une rupture sans précédent avec les fondements de l'école publique. Elles tournent le dos à l'école de la réussite de tous et constituent un véritable démantèlement du service public d'éducation, en France comme à l'étranger.

Nous avons déjà exprimé, lors de précédentes mobilisations, notre désaveu de cette politique. Si le ministre est resté sourd à nos demandes, nous ne pouvons pour autant nous résigner.

Pour toutes ces raisons, nous serons en grève le mardi 24 novembre !

Nous exigeons un autre budget pour l'Education, qui permette de faire face à la hausse des effectifs, le maintien et le renforcement des réseaux d'aides (RASED), la reconnaissance du rôle essentiel de l'école maternelle, une prise en charge des élèves handicapés digne de ce nom.

Nous exigeons un autre budget pour l'AEFE qui lui permette d'assurer pleinement sa mission de service public d'éducation à l'étranger.

Nous exigeons, en France comme à l'étranger, respect et dignité pour l'école publique, les élèves et les enseignants !

Nous comptons sur votre compréhension et votre soutien pour défendre et construire ensemble l'école dont nos enfants ont besoin.

Les enseignants grévistes